

# A LIRE ABSOLUMENT



« Vous devez **OBLIGATOIREMENT** annuler dès la survenance d'un problème médical vous atteignant ou atteignant un de vos proches, et qui est susceptible d'empêcher, immédiatement ou ultérieurement, votre départ à la date prévue. »

Sous peine de déchéance, l'assuré ou ses ayants droit sont tenus de donner avis du sinistre simultanément à l'Assureur et à son agent de voyages dans les cinq jours à partir du jour où ils en ont eu connaissance, sauf cas fortuit ou de force majeure.

Si vous annulez tardivement, nous ne pouvons prendre en charge que les frais d'annulation exigibles à la date de la survenance de l'événement, et vous resterez votre propre assureur pour la différence.

## N'oubliez pas d'annuler des LES PREMIERS SYMPTOMES

### UN PROBLÈME « BAGAGES »

N'oubliez pas de déposer plainte auprès des services compétents et de transmettre votre déclaration de sinistre à  
ASSUR TRAVEL

Adresser votre dossier « sinistre » à :



99, rue Parmentier - Zone d'Activité Actiburo  
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Tél. 03 20 30 74 12 - Fax 03 20 30 75 74  
contact.gestion@assur-travel.fr

## ANNULATION - BAGAGES - INTERRUPTION DE SÉJOUR INDIVIDUELLE ACCIDENT

Contrat TOKIO MARINE KILN N° 65 527 188

### ANNULATION : MONTANT MAXIMUM DE LA GARANTIE

Nous garantissons les frais d'annulation pour cause de :

- Maladie grave, accident grave, décès (y compris rechutes ou aggravations de maladies ou accidents antérieurs à l'achat du voyage),
- Complications imprévisibles de grossesse,
- Maladies psychiques avec hospitalisation supérieure à 4 jours,
- Licenciement économique,
- Octroi d'un emploi ou stage PÔLE EMPLOI pour l'assuré inscrit au chômage,
- Modifications de congés par l'employeur,
- Préjudices graves au domicile, à la résidence secondaire, aux locaux professionnels,
- Dommages graves au véhicule de l'assuré,
- Refus de visa par les Autorités du pays visité,
- Examen de rattrapage (universitaire uniquement),
- Vol ou perte des papiers d'identité.
- **Franchise**

### BAGAGES :

- Par personne et par bagage ou par location  
Dont objets de valeur
- Indemnité de retard de livraison à l'aéroport de destination.
- **Franchise**

### INDEMNITE D'INTERRUPTION DE SÉJOUR :

Suite à rapatriement médical ou retour anticipé

- **Franchise**
- INDIVIDUELLE ACCIDENT :**
- décès / invalidité

### Limitation de garantie

8.000 € / personne  
Avec un maximum  
de 30.000 € / dossier

33 € / personne

1.600 € / personne  
800 €  
230 €

40 € / dossier

Au prorata temporis,  
8.000 € / personne  
avec un maximum  
de 30.000 € / dossier  
33 € / personne

cf tableau des garanties



# I. GARANTIES DU CONTRAT

## TOKIO MARINE KILN N° 65 527 188

### QUELQUES CONSEILS

- Un risque, quel qu'il soit, lorsqu'il est connu à la réservation du voyage, ne pourra **JAMAIS** être couvert par une assurance.
- Il faut impérativement annuler dès l'apparition des **premiers symptômes** pour éviter toute annulation tardive.
- Le délai maximum autorisé par l'assureur, entre la date du sinistre et la date d'annulation, est de **5 jours**.
- Pour un dossier « sinistre bagage », il faut impérativement un certificat d'irrégularité remis par la compagnie aérienne et un dépôt de plainte en cas de vol.
- L'interruption de séjour ne peut être pris en compte qu'en cas de rapatriement décidé par l'assistanteur.

## 1 - ANNULATION

### A) Objet et étendue de la garantie

#### RAPPEL :

- **Maladie grave** : Toute altération de santé constatée par une autorité médicale compétente interdisant de quitter la chambre et impliquant la cessation de toute activité professionnelle ou autre et entraînant une prescription médicale.
- **Accident grave** : Toute atteinte corporelle non intentionnelle de la part de la victime provenant d'une cause extérieure et lui interdisant tout déplacement par ses propres moyens.
- **Membre de la famille** : Par membre de la famille on entend le conjoint ou concubin vivant sous le même toit, la personne qui lui est liée par un Pacs, les enfants, les parents, les beaux-parents, les frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, gendres et belles-filles.

La société indemniserà l'Assuré du dédit qu'il devra verser ou des arrhes qu'il devra abandonner à l'Agence auprès de laquelle il a souscrit le voyage, en cas d'annulation de son engagement avant le départ (à l'exclusion des frais de dossier, de visas, des taxes d'aéroport). La garantie s'exerce si l'empêchement du départ est occasionné par :

- **une maladie grave, un accident grave (y compris rechute ou aggravation de maladie ou accidents antérieurs à l'achat du voyage) ou le décès** :
  - de l'Assuré, de son conjoint de droit ou de fait, de la personne qui lui est liée par un pacs,
  - de ses ascendants ou descendants jusqu'au 2<sup>ème</sup> degré,
  - de son beau-père, sa belle-mère, de ses gendres, belles-filles, de ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,
  - de la personne voyageant avec l'assuré, sans lien de parenté, pour autant qu'elle figure sur le même bulletin d'inscription au voyage.

Si du fait du désistement, d'une ou plusieurs personne(s), **pour un motif garanti**, un assuré sans lien de parenté figurant sur le même bulletin d'inscription au voyage, désire annuler, nous prendrons en charge ses frais d'annulation.\*

**Cette disposition n'est valable que si cette personne reste seule pour voyager.**

Toutefois, si un Assuré reste seul pour voyager et se voit majorer du tarif chambre individuelle, ce surcoût sera pris en charge par l'Assureur.\*

\* Dans ces deux cas, les frais de désistement ou les frais de chambre particulière seront pris en charge uniquement dans la mesure où le dossier d'annulation est lui-même accepté par la Compagnie d'Assurance et que l'ensemble des participants au voyage ait souscrit l'Assurance.

La maladie, l'accident ou leur aggravation ou tout événement à l'origine du désistement devra être survenu après la date d'inscription au voyage.

L'annulation pour le décès d'un proche parent, jusqu'au 2<sup>ème</sup> degré, ne sera prise en compte que si le décès a eu lieu dans le mois précédant le départ.

De plus, nous n'interviendrons jamais si la personne qui motive l'annulation était hospitalisée au moment de l'inscription au voyage.

#### N.B. :

- Cette assurance devra être souscrite le jour même de l'inscription au voyage.
- Pour que la garantie s'exerce, elle devra avoir été souscrite par tous les membres de la même famille voyageant ensemble, et par l'intégralité des participants inscrits sur le même bon de commande.

#### Nous garantissons aussi les frais d'annulation pour :

- Complications imprévisibles de grossesse à condition que l'assurée ne soit pas enceinte de plus de trois mois lors de l'inscription au voyage ;
- Les maladies psychiques, mentales ou nerveuses sous réserve qu'elles entraînent une hospitalisation supérieure à 4 jours,
- Le licenciement économique de l'Assuré ou celui de son conjoint à condition que la procédure n'ait pas été engagée le jour de l'inscription au voyage,
- Octroi d'un emploi (sauf travail intérimaire) ou d'un stage PÔLE EMPLOI pour l'Assuré participant au voyage inscrit au chômage à condition que la date de début de l'embauche ou du stage coïncide avec la période de séjour,
- La modification des congés de l'Assuré (préalablement acceptés avant l'achat de votre voyage) par son employeur (franchise 25% - récupérable après recours). La garantie bénéficie aux salariés à l'exclusion des membres d'une profession libérale, du personnel d'encadrement, des responsables et représentants légaux d'entreprise,
- Préjudice grave nécessitant impérativement votre présence le jour du départ prévu et consécutif à un vol, à un incendie, à un dégât des eaux ou à des éléments naturels et atteignant à plus de 50% :
  - Votre résidence principale ou secondaire,
  - Vos locaux professionnels,
- Dommages graves au véhicule de l'Assuré, dans les 10 jours précédant le départ et dans la mesure où celui-ci ne peut plus être utilisé pour se rendre sur son lieu de séjour,
- Refus de visa par les autorités du pays visité sous réserve que la demande ait été faite au moins un mois avant la date de départ et qu'aucune demande déposée au préalable n'ait été refusée par ces mêmes autorités,
- Examen de rattrapage dû à un échec universitaire de l'assuré participant au voyage (si l'examen de rattrapage est prévu pendant les dates du voyage),
- Le vol ou la perte des papiers d'identité ou du passeport dans les 10 jours précédant le départ (sous réserve que ces documents soient indispensables au voyage).

**FRANCHISE : 33 € PAR PERSONNE**

### B) Quelles sont les exclusions :

- L'obligation d'ordre professionnel,
- La grossesse,
- La fécondation in vitro, sa préparation, son traitement et ses conséquences,
- Les conséquences de la toxicomanie et de l'alcoolisme,
- Les maladies psychiques, mentales ou nerveuses qui n'entraînent pas d'hospitalisation supérieure à 4 jours,
- Tous les actes intentionnels à l'origine de l'annulation,

- Tout motif qui mène à l'annulation et qui était connu au moment de l'inscription au voyage,
- Les épidémies, la pollution, les grèves, les cas de force majeure, les catastrophes naturelles visées par la loi 82-600 du 13 juillet 1982,
- La guerre civile ou étrangère, les émeutes, les mouvements populaires, les actes de terrorisme ou leurs menaces, les attentats ou leurs menaces, tout effet d'une source de radioactivité,
- Les accidents résultant de la désintégration du noyau atomique ou occasionnés par des tremblements de terre, éruptions volcaniques ou tout autre cataclysme,
- Le défaut ou l'impossibilité de vaccination, de même que l'impossibilité médicale de suivre un traitement préventif nécessaire pour certaines destinations,
- Les maladies ou accidents ayant fait l'objet d'un commencement, d'une rechute, d'une aggravation ou d'une hospitalisation dans le mois précédant l'inscription au voyage,
- Les maladies ou accidents non consolidés ou faisant compte tenu de leur évolution, l'objet de soins constants,
- Les maladies ou accidents dont les séquelles peuvent, sur avis médical, contre-indiquer certains déplacements,
- L'impossibilité, quel qu'en soit le motif, pour la personne qui devait vous loger ou vous accueillir, de vous recevoir,
- La contre-indication du vol aérien,
- Tout événement non prévu dans la liste des événements garantis.

## C) Limitation de la garantie

Le montant du prix du voyage ne pourra en aucun cas dépasser 8.000 € par personne avec un maximum de 30.000 € par dossier. De plus, le nombre maximum de personnes voyageant ensemble, ne pourra excéder 9.

## D) Obligation en cas de sinistre

Voir en dernière page.

- **Vous recevrez très vite votre dossier à constituer** : L'Assuré ou ses ayants droit s'engagent à fournir tous les documents et les renseignements demandés par l'Assureur sur le sinistre, notamment :
  - Le document contractuel (facture) remis par l'organisateur du voyage ou l'organisme de location lors de l'inscription,
  - La facture acquittée des frais d'annulation ou de dédit établie par l'organisateur du voyage ou de l'organisme de location,
  - Notre questionnaire médical dûment complété par le médecin,
  - Un certificat médical ou d'hospitalisation précisant : nature, gravité et antériorité de la maladie ou de l'accident ainsi que ses conséquences prévisibles, photocopie des ordonnances relatives au traitement suivi, aux médicaments prescrits et aux analyses ou autres examens pratiqués. A cet effet, vous devez libérer votre médecin du secret médical vis-à-vis de TOKIO MARINE KILN ou prendre toute disposition pour que le médecin traitant de la personne dont la maladie ou l'accident a motivé votre annulation, soit libéré du secret médical,
  - Tous décomptes de la sécurité sociale (ou de toute autre assurance) relatifs au remboursement des frais de traitement et au paiement d'indemnités journalières,
  - Le certificat post mortem en cas d'annulation pour ce motif,
  - Un justificatif de lien de parenté, (copie des livrets de famille,...) lorsque la personne qui motive l'annulation n'est pas l'Assuré,
  - Tout document officiel établissant la gravité des dommages cause de l'annulation,
  - Les factures acquittées (billets d'avion, etc.),
  - Le certificat ou l'attestation d'assurance (ou sa photocopie lisible).

L'Assureur se réserve le droit de demander tout justificatif complémentaire qu'il juge nécessaire à l'instruction du dossier.

En cas d'accident grave, il appartient à l'assuré d'en préciser les causes et circonstances, de même que les noms et adresses des responsables et des témoins.

L'Assuré devra enfin, sous peine de déchéance, sauf opposition justifiée, permettre l'accès au médecin contrôleur de l'Assureur.

Les causes et conséquences du sinistre sont estimées de gré à gré, à défaut, par une expertise amiable sous réserve des droits respectifs des parties. Chacune des parties désigne un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert, les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert et, s'il y a lieu, la moitié de ceux du tiers expert.

## 2 - ASSURANCE DES BAGAGES ET DE LEUR CONTENU

### A) Définition et Objet :

**Cette garantie vient en complément ou à défaut d'autres garanties accordées par ailleurs.** Les objets sont garantis contre la destruction, la disparition ou la détérioration résultant d'un vol, d'un incendie, d'une perte ou d'un endommagement pendant le transport.

Par bagage, il faut entendre les sacs de voyage et les valises.

La garantie s'exerce à concurrence de 1.600 € par personne et par bagage ou par location.

Les objets de valeur tels que bijoux, perles fines, pierres précieuses, fourrures, montres, appareils photographiques, cinématographiques, radiophoniques, d'enregistrement ou de reproduction ne sont indemnisés qu'à concurrence de 800 € uniquement en cas de vol et seulement lorsqu'ils sont portés, utilisés, remis en consigne ou à un transporteur contre récépissé. Les objets acquis pendant le séjour ne sont couverts qu'à concurrence de 400 € **et sur présentation des pièces justificatives.**

En outre, en cas de bagages égarés, à l'aller, par l'entreprise de transports et non récupérés dans les 48 heures après votre arrivée sur votre lieu de vacances, nous remboursons à concurrence de 230 € **et sur présentation des pièces justificatives**, les frais occasionnés par l'achat de première nécessité (à l'exclusion des articles de sports). Toutefois, s'il y a cumul de cette indemnité avec le remboursement de votre préjudice « BAGAGES », il ne pourra pas dépasser le plafond de la garantie souscrite.

**FRANCHISE : 40 € PAR DOSSIER.**

### B) Exclusions :

- Les dommages ou avaries provenant d'un vice propre de la chose assurée, de l'usure ou de la vétusté ou dus aux influences atmosphériques (soleil, pluie, etc.),
- Tous les dégâts d'ordre mécanique, électrique ou électronique qui entraînent le non fonctionnement ou le dérèglement de tout appareil ou accessoire,
- Les espèces, cartes de crédit, cartes magnétiques ou à mémoire, billets de transport, les papiers d'identité, les titres de toute nature, les marchandises, les documents enregistrés sur bandes ou films, les documents et valeurs en papier de toutes sortes, les collections et matériels à caractère professionnel, les clés, les jeux, les portables (tels que téléphone, micro-ordinateur, etc.), les vélos, remorques, caravanes et d'une manière générale les engins de transport, les lunettes, les lentilles de contact, les médicaments, les prothèses et appareillages de toute nature, les briquets et stylos, ...
- Les dommages causés aux objets fragiles,
- Les dommages causés par le transport de liquides, marchandises ou

substances explosives, incendiaires ou corrosives telles que phosphore, essence, colorants, vernis, produits décapants, etc.,

- Les saisies, confiscation ou mise sous séquestre par la Douane ou par Autorité de Police,
  - Les rayures d'objectifs,
  - La perte ou le vol des bagages de l'assuré consécutif à des oublis ou négligences de sa part, c'est-à-dire : le fait de laisser ses bagages dans un lieu ouvert au public sans surveillance, le fait de laisser ses bagages visibles de l'extérieur d'un véhicule et/ou sans avoir entièrement fermé et verrouillé les accès, le fait de laisser les bagages se trouvant dans un véhicule automobile stationnant hors d'un garage fermé, public ou privé, entre 22 heures et 7 heures du matin,
  - Les griffures ou égratignures survenant aux bagages pendant le transport,
  - Les matériels de sport de toute nature, les instruments de musique,
  - Les vols et dommages en camping,
  - Les objets de valeur tels que bijoux, perles fines, pierres précieuses, objets en or ou argent et autres objets précieux qui, n'étant pas portés, ne sont pas donnés en dépôt,
  - Les dommages ou vols dont l'origine est une faute intentionnelle de l'Assuré, des membres de sa famille ou des personnes l'accompagnant,
  - Les accidents occasionnés par la guerre étrangère, la guerre civile, les émeutes, les mouvements populaires,
  - Les accidents résultant de l'explosion d'un engin ou partie d'engin destiné à exploser par suite de transmutation du noyau de l'atome.
- L'indemnité ne peut prendre en compte les dommages indirects.

### C) Obligations en cas de sinistre

Sous peine de déchéance, l'Assuré ou ses ayants droit sont tenus de donner avis du sinistre simultanément à l'Assureur et à l'agence de voyages dans les cinq jours (48 heures en cas de vol) à partir du jour où ils en ont eu connaissance sauf cas fortuit ou de force majeure. Le dépôt de plainte, dans ce cas, doit être fait dans les plus brefs délais et le justificatif transmis à l'Assureur.

L'Assuré devra adresser à l'Assureur :

- Les correspondances échangées avec le transporteur (le courrier d'indemnisation adressé par ce dernier à l'assuré ou le courrier de refus de prise en charge).
- La copie de l'inventaire adressé au transporteur mentionnant les biens endommagés, volés ou détériorés mentionnant leur valeur.
- Les factures d'achat des objets.
- Le certificat d'irrégularité remis par l'entreprise de transport.
- Le procès verbal en cas de vol.

### Recours

Notre garantie venant en complément d'autres garanties accordées par ailleurs, il appartient à l'Assuré de mener à bien le recours auprès de la Compagnie aérienne ou de tout autre organisme responsable du dommage.

L'Assuré est tenu de prendre, avant tout, les mesures de nature à restreindre le dommage et de le faire constater par les autorités compétentes. Les bagages détériorés en cours de voyage devront faire l'objet d'un constat et d'un procès-verbal établi par l'entreprise de transport avant d'être accepté par l'Assuré. Si celui-ci ne découvre les dommages qu'après la livraison, il devra sommer, dans les trois jours, ladite entreprise d'établir constat et procès-verbal : en cas de refus de constat, l'Assuré doit notifier sa protestation dans les trois jours.

En outre, en cas de vol commis dans un véhicule automobile, un constat des effractions relevées sera établi par les autorités de police ou le représentant de l'Assureur.

Toutes les preuves à l'appui de la réclamation pourront être exigées (existence et valeur des objets et importance du préjudice) ainsi qu'un inventaire des objets mentionnant leur valeur.

Si les objets perdus ou volés sont récupérés en tout ou partie avant le paiement de l'indemnité, l'Assuré devra en reprendre possession et l'Assureur ne sera tenu qu'au paiement des pertes définitives et éventuellement des détériorations subies. Si les objets sont récupérés après paiement de l'indemnité, l'Assuré aura la faculté d'en reprendre possession moyennant remboursement de l'indemnité sous déduction des détériorations éventuellement subies à condition d'en faire la demande dans le délai d'un mois à dater du jour où il aura été avisé de la récupération. Dans les deux cas, l'Assuré aura droit au remboursement par l'Assureur, des frais qu'il aura raisonnablement engagés en vue de la récupération desdits objets.

## 3 - INDEMNITE D'INTERRUPTION DE SEJOUR

### A) Définition et objet

Si l'Assuré doit interrompre son voyage pour l'un des motifs suivants :

- son rapatriement médical ou celui d'un membre de sa famille ou de son compagnon de voyage,
- son retour anticipé par suite de :
  - maladie grave, accident grave (sur avis du service médical de la Compagnie d'Assistance) ou décès d'un membre de sa famille (conjoint, ascendant, descendant, frère, sœur, beau-frère, belle-sœur, gendre, belle-fille, beau-père, belle-mère, tuteur),
  - dommages graves (nécessitant impérativement sa présence) et atteignant sa résidence principale ou secondaire, ses locaux professionnels,
  - accident ou dommages graves causés au véhicule de l'assuré pendant son séjour, dans la mesure où il ne peut plus l'utiliser pour poursuivre son voyage,

Nous lui remboursons, au prorata temporis, la partie du séjour non effectuée.

**Cette indemnité sera calculée à partir du lendemain de la date du rapatriement.**

### B) Quelle est la limite de garantie ?

Elle ne pourra en aucun cas excéder le montant de votre voyage avec un maximum de 8.000 € par personne et 30.000 € par dossier.

**Cette garantie ne s'applique pas à la billetterie de transport.**

**FRANCHISE : 33 € PAR PERSONNE.**

### C) Obligations en cas de sinistre

Sous peine de déchéance, l'Assuré ou ses ayants droit sont tenus de donner avis du sinistre simultanément à l'Assureur et à l'Agence de voyage dans les 5 jours à partir du jour où ils en ont eu connaissance, sauf cas fortuit ou de force majeure.

Vous recevrez très vite le dossier à constituer :

Il devra comporter les documents suivants :

- la facture d'achat du voyage,
- tout document officiel établissant la gravité des dommages cause du retour anticipé,
- l'attestation ou le justificatif de l'Assisteur confirmant la date du retour anticipé et son motif.

## 4 - INDIVIDUELLE ACCIDENT

### A) Objet de la garantie

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les accidents dont il pourrait être victime pendant toute la durée du voyage garanti.

## B) Définitions

### Assuré

La personne désignée en cette qualité dont l'atteinte à l'intégrité physique consécutive à un accident donne lieu au paiement des indemnités garanties.

### Groupe collectif

Un groupe dont toutes les personnes sont automatiquement couvertes par le contrat. Les Assurés sont identifiés, ou bien par leur nom, ou bien par la description des critères communs propres à leur groupe. La garantie est acquise à un Assuré dès lors qu'il appartient au groupe assuré.

### Bénéficiaire(s)

La ou les personnes qui reçoivent de l'Assureur les sommes dues au titre d'un sinistre. En cas de décès de l'Assuré, à moins qu'une autre personne n'ait été désignée par l'Assuré, la somme prévue est versée :

- si l'ASSURÉ est marié : son conjoint non séparé de corps à ses torts, ni divorcé, à défaut ses enfants nés ou à naître, vivants ou représentés, à défaut ses héritiers,
- si l'ASSURÉ est signataire d'un PACS, son partenaire, à défaut ses héritiers,
- si l'ASSURÉ est veuf ou divorcé : ses enfants à défaut ses héritiers,
- si l'ASSURÉ est célibataire : ses héritiers.

Dans tous les autres cas les autres sommes sont versées à l'Assuré victime de l'accident.

**Est exclue de la Garantie, toute personne qui intentionnellement, aurait causé ou provoqué le sinistre.**

### Accident

Toute atteinte corporelle non intentionnelle de la part de la victime et provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure. Par extension à cette définition, sont garanties les manifestations pathologiques qui seraient la conséquence directe de cette atteinte corporelle.

### Sont assimilés à des accidents :

- les lésions occasionnées par le feu, les jets de vapeur, les acides et corrosifs, la foudre et le courant électrique ;
- l'asphyxie par immersion et l'asphyxie par absorption imprévue de gaz ou de vapeurs ;
- les conséquences d'empoisonnements et lésions corporelles dues à l'absorption non intentionnelle de substances toxiques ou corrosives ;
- les cas d'insolation, de congestion et de congélation consécutifs à des naufrages, atterrissages forcés, écroulements, avalanches, inondations ou tous autres événements à caractère accidentel ;
- les conséquences directes de morsures d'animaux ou de piqûres d'insectes, à l'exclusion des maladies (telles que paludisme et maladie du sommeil), dont l'origine première peut être rattachée à de telles morsures ou piqûres ;
- les lésions pouvant survenir à l'occasion de la pratique de la plongée sous-marine, y compris celles dues à l'hydrocution ou à un phénomène de décompression ;
- les lésions corporelles résultant d'agressions ou d'attentats dont l'Assuré serait victime, sauf s'il est prouvé qu'il aurait pris une part active comme auteur ou instigateur de ces événements ;
- les conséquences physiologiques des opérations chirurgicales, à condition qu'elles aient été nécessitées par un accident compris dans la garantie.

### Ne sont pas assimilés à des accidents :

- les ruptures d'anévrisme, infarctus du myocarde, embolie cérébrale, crises d'épilepsie, hémorragie méningée.

## Maladie

Toute altération de la santé constatée par une autorité médicale compétente.

### Infirmité Permanente

Atteinte présumée définitive des capacités physiques de l'Assuré.

Son importance est chiffrée par un taux déterminé par référence au barème prévu aux Conditions Particulières.

## C) Nature des garanties

### Décès

Si dans un délai maximum de 24 mois à dater de l'accident dont l'Assuré a été victime, celui-ci entraîne le décès, nous garantissons au profit de la ou, ensemble entre elles, des personnes désignées aux Conditions Particulières en qualité de bénéficiaires, le paiement du capital dont le montant est fixé aux Conditions Particulières.

Quand, préalablement au décès, le même accident aura donné lieu au paiement d'une indemnité pour infirmité permanente en application des conditions qui suivent, le capital sera diminué du montant de cette indemnité.

La disparition officiellement reconnue du corps de l'Assuré lors du naufrage, de la disparition ou de la destruction du moyen de transport dans lequel il circulait, créera présomption de décès à l'expiration du délai d'un an à compter du jour de l'accident.

Cependant, s'il était constaté à quelque moment que ce soit après le versement d'une indemnité au titre de la disparition de l'Assuré, que ce dernier est encore vivant, les sommes indûment versées à ce titre, devront nous être intégralement remboursées.

### Infirmité permanente

Lorsque l'accident entraîne une infirmité permanente, nous versons à l'Assuré une indemnité dont le maximum, correspondant au taux de 100 % du barème annexé, est fixé aux Conditions Particulières. Si l'infirmité n'est que partielle, l'Assuré n'a droit qu'à une fraction de l'indemnité proportionnelle au degré d'invalidité.

Les infirmités non énumérées sont indemnisées en fonction de leur gravité comparée à celle des cas énumérés. L'indemnité a un caractère forfaitaire et contractuel : elle est déterminée suivant les règles fixées ci-dessus, sans tenir compte de l'âge ni de la profession de l'Assuré. Le degré d'infirmité sera établi au moment où les conséquences définitives de l'accident pourront être fixées d'une façon certaine, et au plus tard, sauf conditions contraires prises d'un commun accord entre l'Assuré et nous, à l'expiration du délai d'un an à compter du jour de l'accident.

**Il n'y a pas de cumul des garanties décès et invalidité lorsqu'elles résultent d'un même accident.**

### Infirmités multiples

Lorsqu'un même accident entraîne plusieurs infirmités distinctes, l'infirmité principale est d'abord évaluée dans les conditions prévues ci-dessus, les autres infirmités étant ensuite estimées successivement, proportionnellement à la capacité restante après l'addition des précédentes, sans que le taux global ne puisse dépasser 100 %.

L'incapacité fonctionnelle absolue d'un membre ou organe est assimilée à la perte de ce membre ou organe.

La perte de membres ou organes hors d'usage avant l'accident ne donne lieu à aucune indemnité. Si l'accident affecte un membre ou organe déjà infirme, l'indemnité sera déterminée par différence entre l'état antérieur et postérieur à l'accident. En aucun cas, l'évaluation des lésions consécutives à l'accident ne peut être augmentée par l'état d'infirmité de membres ou organes que l'accident n'a pas intéressés.

Les troubles nerveux et les lésions nerveuses ne peuvent être pris en considération, pour autant qu'ils constitueraient la conséquence d'un accident garanti, que s'ils se traduisent à l'examen par des signes cliniques nettement caractérisés.

## D) Champs d'application

La garantie produit ses effets dans le monde entier, sauf désignation plus restrictive prévue aux Conditions Particulières, selon l'étendue de la garantie indiquée aux Conditions Particulières et pour tous les accidents corporels non exclus.

La garantie s'applique 24 heures sur 24 pendant toute la durée du voyage de l'Assuré, objet de la garantie et y compris pendant les trajets aller et retour.

## E) Montant des garanties

DÉCÈS ACCIDENTEL : 10 000 Euros.

INFIRMITÉ PERMANENTE TOTALE suite à accident : 10 000 Euros, réductible en cas d'INFIRMITÉ PERMANENTE PARTIELLE selon barème Compagnie ci-après.

Il est formellement convenu que dans le cas où la garantie s'exercerait en faveur de plusieurs Assurés victimes d'un même accident causé par un même événement, et lorsque le cumul des capitaux DÉCÈS et INFIRMITÉ souscrits excèderait la somme de 300 000 Euros la garantie de la Compagnie sera en tout état de cause limitée à cette somme pour le montant global des capitaux DÉCÈS et INFIRMITÉ PERMANENTE des victimes d'un même accident.

Par suite, il est entendu que les indemnités seraient réduites et réglées proportionnellement suivant les capitaux souscrits pour chacune des victimes.

**FRANCHISE : Taux d'invalidité supérieur à 10%**

## F) Barème d'infirmité

Est applicable le barème ci-dessous.

### L'INFIRMITÉ PERMANENTE TOTALE

• Aliénation mentale incurable et totale résultant directement et exclusivement d'un accident.....	100 %
• Perte complète de la vision des deux yeux.....	100 %
• Paralysie complète résultant directement et exclusivement d'un accident.....	100 %
• Perte totale de l'usage des membres.....	100 %

### L'INFIRMITÉ PERMANENTE PARTIELLE

#### CRANE ET RACHIS

• Perte totale de la vue de l'œil.....	40 %
• Surdité complète et incurable résultant indirectement et exclusivement d'un accident.....	45 %
• Surdité complète et incurable d'une oreille.....	30 %
• Fracture de l'apophyse odontoïde de l'axis avec déplacement : maximum selon raideur.....	30 %
• Fracture prononcée ou luxation de la colonne vertébrale avec raideur rachidienne importante, signe d'irritation radiculo-médullaire, déviation cliniquement prononcée d'origine traumatique.....	25 %
• Perte de dents sans prothèses possible (par dent)	
- Incisives - canines.....	0,60 %
- Prémolaires.....	0,80 %
- Molaire.....	1 %
• Traumatismes crânien accompagn�e de perte de connaissance avec phénomènes post commotionnels sans signes neurologiques objectifs : maximum.....	5 %

#### MEMBRES SUPERIEURS

#### DROITE

#### GAUCHE

• Amputation ou paralysie totale du membre supérieur.....	65 %	55 %
• Amputation de l'avant-bras à l'articulation du coude.....	55 %	45 %
• Perte totale de la main ou de l'usage de la main.....	60 %	50 %
• Fracture non consolidée de l'humérus (bras ballant).....	30 %	25 %
• Fracture non consolidée de l'avant bras (pseudarthrose lâche des deux os).....	25 %	20 %
• Perte totale des deux mouvements		
- de l'épaule.....	40 %	30 %
- du coude.....	20* à 25** %	15* �a 20** %
- du poignet.....	15* à 25** %	10* à 20** %
• Perte totale du pouce.....	22 %	18 %
• Perte totale de l'index.....	15 %	10 %
• Perte totale du médius.....	12 %	10 %
• Perte totale de deux doigts autres que le pouce et l'index.....	15 %	10 %

#### MEMBRES INFERIEURS

• Amputation de la cuisse à l'articulation de la hanche ou paralysie totale du membre inférieur.....	60 %
• Amputation de la jambe à l'articulation du genou.....	50 %
• Amputation totale d'un pied, désarticulation tibio-tarsienne (Syme).....	45 %
• Fracture non consolidée de la cuisse - pseudarthrose du fémur : maximum.....	45 %
• Fracture non consolidée de la jambe - pseudarthrose des deux os : maximum.....	35 %
• Fracture non consolidée du péroné seul (pseudarthrose).....	2 %
• Perte totale des mouvements :	
- de la hanche.....	30* à 40** %
- du genou.....	20* à 30** %
- du cou-de-pied.....	10* à 5** %
• Amputation du gros orteil.....	10 %
• Amputation d'un autre orteil.....	3 %

\*Position favorable

\*\* Position très favorable

S'il est médicalement reconnu que l'Assuré est gaucher, les taux prévus pour les différentes infirmités du membre supérieur droit s'appliqueront au gauche et vice versa.

## G) Exclusions

**Demeurent exclus des garanties :**

- Les accidents causés ou provoqu es intentionnellement par l'Assuré, les conséquences de son suicide consomm e ou tenté, ainsi que les accidents causés par l'usage de drogues ou de stupéfiants non prescrits médicalement.
- Les accidents causés ou provoqu es par l'Assuré lorsque celui-ci est conducteur d'un véhicule et que son taux d'alcoolémie est supérieur au taux fix e par la loi régissant la circulation automobile dans le pays où a lieu l'accident.
- Les accidents résultant de la participation de l'Assuré à une rixe (sauf cas de légitime défense ou d'assistance à personne en danger), un duel, un délit ou un acte criminel.

- Les accidents survenant lors de l'utilisation comme pilote ou membre d'équipage d'un appareil permettant de se déplacer dans les airs ou lors de la pratique de sports effectués avec ou à partir de ces appareils.
- Les accidents occasionnés par la pratique d'un sport à titre professionnel et la pratique même à titre d'amateur, de tous sports nécessitant l'usage d'engins mécaniques à moteur, que ce soit en qualité de pilote ou de passager. Par pratique d'un sport, il faut entendre les entraînements, les essais ainsi que la participation aux épreuves sportives ou compétitions.
- Les accidents provoqués par la guerre civile ou étrangère, déclarée ou non.
- Les accidents dus à des radiations ionisantes émises par des combustibles nucléaires ou par des produits ou déchets radioactifs, ou causés par des armes ou des engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.
- Les accidents résultant de l'usage en tant que conducteur d'un véhicule à moteur à deux roues, d'une cylindrée supérieure à 125 cm<sup>3</sup>.
- Est en outre exclue de la garantie, toute personne qui intentionnellement aurait causé ou provoqué le sinistre.

**Si les dommages ne peuvent être déterminés de gré à gré ils sont évalués par la voie d'une expertise amiable et obligatoire, sous réserve de nos droits respectifs.**

Chacun de nous choisit son expert. Si ces experts ne sont pas d'accord entre eux, ils font appel à un troisième et tous trois opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'un de nous de nommer un expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix d'un troisième, la nomination est faite par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu où le sinistre s'est produit. Cette nomination est faite sur simple requête signée au moins par l'un d'entre nous, celui n'ayant pas signé est convoqué à l'expertise par lettre recommandée.

Chacun prend à sa charge les frais et honoraires de son expert et le cas échéant, la moitié de ceux du troisième.

## II. EXCLUSIONS GÉNÉRALES A TOUTES LES GARANTIES

**L'Assureur ne garantit pas :**

- Les conséquences de la faute intentionnelle des personnes physiques ayant la qualité d'Assuré.
  - Les dommages ou pertes financières occasionnés par la guerre civile ou étrangère, déclarée ou non (article L.121-8 du Code des Assurances). Il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère. Il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile.
  - Les dommages ou pertes financières occasionnés par tremblements de terre, raz de marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes.
- Toutefois, pour ce qui concerne les dommages aux biens, sont garantis les effets des catastrophes naturelles conformément aux articles L.125-1 à L.125-6 du Code des Assurances.
- Les dommages ou aggravation des dommages causés par :
    - des armes ou des engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
    - tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif,
    - par toute autre source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope).
  - Les amendes, impôts, redevances, taxes et toute autre sanction pénale infligée personnellement à l'Assuré.
  - Les faits générateurs, dommages ou pertes financières dont l'Assuré a connais-

sance lors de la souscription du contrat comme étant susceptibles d'en entraîner l'application.

## III. DISPOSITIONS COMMUNES AUX GARANTIES D'ASSURANCE

**Les Assurances doivent être souscrites le jour même de l'inscription au voyage.**

**La prime d'assurance, même en cas de non réalisation du séjour, n'est jamais remboursable, sauf en cas d'annulation du fait du Tour opérateur pour cause de manque de participants.**

### • Assureur :

TOKIO MARINE KILN Insurance Limited (UK), Société anonyme de droit anglais, siège établi au 20 Fenchurch Street, London EC3M 3BY N°company Registration house 989421 England – Capital social : £35.000.000. Entreprise agréée par l'Autorité de régulation prudentielle (Prudential Regulation Authority – PRA), contrôlée par celle-ci ainsi que par l'Autorité de conduite financière du Royaume-Uni (Financial Conduct Authority–FCA) et agissant en conformité avec les règles françaises du Code des Assurances TOKIO MARINE KILN Europe Insurance Limited (Succursale en France), 66 rue de la Chaussée d'Antin - 75441 Paris cedex 09 – Tél. 01.53.29.30.00 – Fax 01.42.97.43.87 – B382 096 071 RCS Paris.

### • Assuré :

Les personnes assurées doivent avoir leur domicile fiscal en Europe (pays membre de l'EEE sauf Suisse).

### • Etendue géographique :

Les garanties sont valables dans le monde entier.

### • Subrogation :

Conformément aux dispositions prévues à l'article L121.12 du Code des Assurances, l'Assureur est subrogé, à concurrence de l'indemnité payée par lui dans les droits et actions que l'Assuré peut avoir contre les tiers responsables du dommage.

### • Prescription :

**Conformément aux articles L.114-1 et L.114-2 du Code, toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans à compter de l'événement qui lui a donné naissance.**

Toutefois, ce délai ne court :

- 1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance ;
- 2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

La prescription est interrompue par les causes ordinaires d'interruption (article 2244 du Code Civil), ainsi que dans les cas suivants : désignation d'un expert à la suite d'un sinistre ; envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception :

- par l'Assureur au Souscripteur pour le paiement d'une cotisation ;
- par le Souscripteur à l'Assureur pour le paiement d'une indemnité.

### • Effets des garanties :

- La police prend effet le jour du départ des assurés, sur le lieu de convocation indiqué par la Société adhérente. Les garanties seront acquises pendant toute la durée du voyage ou séjour avec un maximum de 62 jours. Les garanties prendront fin le jour du retour du voyage et sur le lieu de dispersion.
- Pour l'assurance « annulation », la couverture prend effet au moment de l'inscription pour le voyage et cesse au moment du départ ou de l'entrée en jouissance des locaux prévus.

#### • Fausses déclarations :

Même si elles sont sans influence sur le sinistre :

a) **Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle à la conclusion du contrat ou en cours de contrat, quand elle change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour les Assureurs, est sanctionnée par la nullité du contrat, dans les conditions de l'article L 113-8 ou L 121.3 du Code des Assurances.**

b) Une omission ou une inexactitude dans la déclaration des circonstances, n'entraîne pas la nullité du contrat si la mauvaise foi de l'Assuré n'est pas établie.

Si cette omission ou inexactitude est constatée avant tout sinistre, l'Assureur a la faculté soit de maintenir le contrat moyennant une augmentation de cotisation acceptée par le preneur d'assurance, soit de le résilier.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après sinistre, l'omission ou l'inexactitude est sanctionnée par une réduction de l'indemnité, en proportion des cotisations payées par rapport aux cotisations qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés (article L113-9 du Code des Assurances). Le tarif pris pour base de cette réduction est celui applicable soit à la date où le fait aurait dû être porté à la connaissance de l'Assureur s'il s'agit d'une omission, soit à la date où le fait lui a été notifié s'il s'agit d'une inexactitude.

En cas de fraude de l'Assuré ou du Souscripteur, l'intégralité de la prime demeure acquise à l'Assureur.

#### • Assurances cumulatives :

S'il existe d'autres assurances de même nature, contractées sans fraude et accordant les mêmes garanties, pour un même intérêt, chacune de ces assurances produit ses effets dans la limite de ses garanties (article L.121-4 du Code).

L'indemnité ne peut excéder le montant du dommage, quelle que soit la date à laquelle l'assurance a été souscrite (article L.121-1 du Code).

Dans ces limites, le bénéficiaire du contrat peut obtenir l'indemnisation de ses dommages en s'adressant à l'Assureur de son choix.

La contribution de chacun des Assureurs est déterminée en appliquant au montant du dommage le rapport existant entre l'indemnité que l'Assureur aurait versée s'il avait été seul et le montant cumulé des indemnités qui auraient été à la charge de chaque Assureur s'il avait été seul.

#### • Fichiers informatiques :

Le Courtier exploite pour les besoins de la gestion déléguée par les présentes, des informations nominatives relatives à l'Assuré, et à partir de ces informations nominatives, constituent et traitent des fichiers informatiques.

Le Courtier utilise et exploite les informations nominatives relatives à l'Assuré aux seules fins de gestion du Contrat d'Assurance. En conséquence, il s'interdit de les divulguer ou de les exploiter directement ou indirectement, notamment à des fins commerciales, en dehors des stricts besoins de la gestion du Contrat d'Assurance objet du présent accord.

Conformément aux articles 38, 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Souscripteur dispose, auprès du siège social de l'Assureur, d'un droit d'accès pour communication ou rectification de toutes informations le concernant et figurant sur tout fichier à l'usage des sociétés d'assurances, de leurs mandataires, des réassureurs et des organismes professionnels concernés.

#### • Réclamations :

En cas de difficulté, le Souscripteur consulte le Courtier par l'intermédiaire duquel le contrat est souscrit. Si sa réponse ne le satisfait pas, le Souscripteur ou l'Assuré peut adresser sa réclamation à :

**TOKIO MARINE KILN**  
**6-8 BOULEVARD HAUSSMANN**  
**75009 PARIS**  
**Tel : 01 53 29 30 00 - Fax : 01 42 97 43 87**  
**Ou**  
**reclamations@tokiomarine.fr**

L'Assureur accuse réception de la réclamation dans un délai qui ne doit pas excéder 10 jours ouvrables à compter de la réception de celle-ci, sauf si la réponse elle-même est apportée au client dans ce délai. Il envoie la réponse à l'Assuré dans un délai qui ne doit pas excéder deux mois à compter de la date de réception.

Enfin, si votre désaccord persistait après la réponse donnée, vous pourriez saisir le médiateur de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance à condition qu'aucune action judiciaire n'ait été engagée :

**LE MÉDIATEUR DE LA FFSA**  
**BP290**  
**75125 PARIS CEDEX 09**

Le médiateur de la FFSA n'est pas compétent pour connaître des contrats souscrits pour garantir des risques professionnels.



**ASSUR TRAVEL**

99, rue Parmentier  
Zone d'Activité Actiburo  
59650 VILLENEUVE D'ASCQ  
SAS au capital de 100.000 Euros  
RCS 451 947 378  
Orias : 07030650



**TOKIO MARINE KILN EUROPE INSURANCE Ltd**

6/8 Boulevard Haussman  
75009 PARIS  
Entreprise régie par le Code des Assurances  
Capital social : £ 35.000.000  
RCS PARIS B382 096 071